

Élection au Conseil d'État

«Le PLR doit cesser les guerres d'ego et renouer avec sa base»

Le président d'honneur Alain-Dominique Mauris appelle son camp à délaissier les émotions et à voter pour Pierre Maudet.

Sophie Davaris

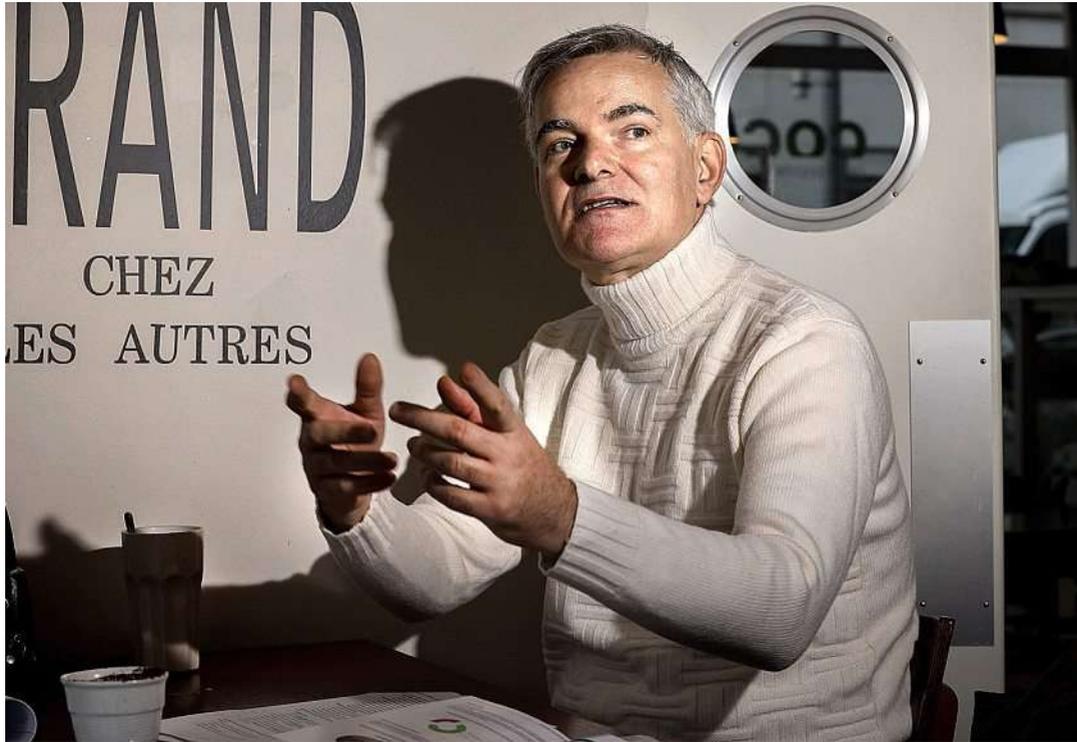
Président d'honneur et président fondateur du PLR - né de la fusion des partis radical et libéral en 2011 -, Alain-Dominique Mauris appelle à la réconciliation. Lui-même ancien membre du Parti libéral - «j'y ai adhéré à l'âge de 16 ans, j'en ai 60» -, il demande aux uns et aux autres de mettre un terme aux querelles d'ego et de penser à l'avenir du PLR.

Pourquoi prenez-vous position aujourd'hui?

Parce que le parti est en grand danger de rupture. Cela a commencé il y a trois ans, quand nous sommes entrés dans le conflit de personnes plutôt que de nous concentrer sur les choix politiques. Le 7 mars, cette déchirure s'est révélée dans l'urne, une grande partie des électeurs PLR se ralliant à Pierre Maudet, une autre choisissant Cyril Aellen. C'est dramatique.

Cette déchirure remet-elle en question le PLR et la fusion des partis libéral et radical?

Souvenez-vous qu'il ne s'agissait pas d'une fusion d'amour mais de nécessité. Les deux partis étaient des adversaires. Ce mariage de raison n'avait qu'un seul but: former une grande force pour inverser la machine à perdre, après vingt ans de défaites successives. Or, quand je suis arrivé en 2011, j'ai assisté à une lutte féroce des ex-libéraux et des ex-radicaux. Cela a duré trois ans, chaque camp prétendant dominer l'autre. Il a fallu naviguer entre ceux qui étaient enthousiasmés à l'idée de construire un parti moderne et ceux emportés par les vieilles rancœurs. Il a fallu prendre de la



Pour l'ancien président du PLR Alain-Dominique Mauris, le parti n'a pas entendu sa base, dont une partie reste attachée à Pierre Maudet. STEEVE IUNCKER-GOMEZ

hauteur, donner un but politique à cette alliance, un plan pour Genève. Notre objectif était de rester ouverts et de garder tout le monde, du banquier privé à la vendeuse. Le PLR est devenu un succès.

Vous appelez au rassemblement dans un parti à feu et à sang. Possible?

Tout est possible si on retrouve le bon sens. Formellement, la fusion a pris. On ne parle plus d'ex-libéraux ou d'ex-radicaux mais de PLR. Le problème vient des conflits de personnalités. Pierre Maudet, l'alpha de la troupe, a été pris en défaut et s'est littéralement fait dévorer par la meute. Il est devenu le coupable expiatoire de tous les maux du PLR. Pas de place pour le pardon, ni la seconde chance.

Ne minimisez-vous pas l'ampleur inédite de l'affaire Maudet?

Je ne la nie pas. Il a menti, a été condamné. Mais certains, au PLR, en ont rajouté. Ils ont alimenté les médias et l'ont humilié en l'excluant, alors qu'une courte majorité des délégués lui avait maintenu sa confiance. Pour le militant, ce spectacle est terrible. Que veut la population:

un cap politique clair ou un combat de coqs? Si le PLR est responsable, il doit purger ses inimitiés personnelles et se concentrer sur le projet politique. Il faudra du temps de réadaptation. Quand on se casse une jambe, on ne court pas à nouveau tout de suite. Il faut poser un plâtre, panser les plaies et se convaincre qu'on remarquera. Pour le PLR, c'est pareil: il y a une affaire Maudet, mais il faut savoir si nous voulons en sortir. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau une machine à perdre: avec 15% des voix, nous faisons moins bien que le Parti libéral avant la fusion. Nous devons nous unir pour renouer avec le succès et se projeter dans l'avenir.

Concrètement, quel scénario proposez-vous?

Pierre Maudet est là. Il a largement dominé la campagne. C'est un champion, celui qui a une vision et qui réussit à convaincre. Nous partageons avec lui la même ambition pour Genève sur le plan économique, social, sur le rapport à l'État, la sécurité. Soit il sera élu, soit il fera un bon score. Tout le monde savait, d'ailleurs, qu'il allait faire un bon score au premier tour. Si nous ne réagissons pas maintenant, des membres et des députés quitteront le PLR et le parti se fragilisera encore. Mais nous pouvons encore nous fédérer.

Pierre Maudet le souhaite-t-il?

Il a énormément souffert de l'exclusion. Ce sera compliqué. Mais le temps n'est plus à l'affrontement. Personne ne peut refaire l'histoire. J'appelle chacun à avoir l'intelligence de la raison et le pardon du cœur, loin des ambitions et des luttes personnelles.

Vous appelez donc à voter pour lui?

Il faut entendre le peuple, qui a placé en premier Fabienne Fischer et en deuxième Pierre Maudet. Notre candidat, Cyril Aellen, n'a pas été plébiscité. Dont acte. Celui qui représente le mieux nos valeurs est Pierre Maudet. Si on ne veut pas une majorité de gauche, qui sera là pour durer, il faut voter pour lui.

La CCIIG soutient Pierre Maudet

● Son directeur général, Vincent Subilia, nous déclarait mercredi: «Nos instances de gouvernance - conseil économique et comité - vont se prononcer démocratiquement pour émettre une éventuelle recommandation de vote.» C'est à présent chose faite! La «Tribune de Genève» vient, en effet, d'apprendre que la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIIG)** - forte de 2400 entreprises - a finalement décidé de soutenir Pierre Maudet pour le second tour de l'élection complémentaire au Conseil d'État.

La CCIIG recommande «un vote utile pour porter efficacement la voix de l'économie» au sein du gouvernement. Après consultation de son conseil économique (25 chefs d'entreprise), le comité de la CCIIG réitère sa volonté de conserver une majorité de droite au Conseil d'État, «seule à même de préserver les intérêts des entreprises dans une situation conjoncturelle pré-occupante». À ce titre, il relève que Pierre Maudet est le candidat de droite qui a recueilli le plus grand nombre de voix lors du premier tour, et considère

qu'il est donc mieux en capacité de défendre les intérêts des entreprises membres de la CCIIG.

Pour rappel, la Fédération des entreprises romandes Genève (FER Genève) a décidé, elle, de préconiser la liberté de vote pour le second tour de cette élection complémentaire qui aura lieu le 28 mars. La FER Genève - 28'000 membres - entend ainsi préserver son unité et éviter que les mouvements de division qui ont touché les acteurs politiques ces dernières semaines ne l'impactent également. **Laurence Bézague**